

PROVINCE DE LUXEMBOURG. — Un arrêté ministériel du 11 août 1994 autorise la Province de Luxembourg à acquérir, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, 7 emprises de terrain sises à Sainte-Ode et à Tenneville, pour une superficie totale de 1 ha 5 a 7 ca, afin de réaliser des travaux d'amélioration de voirie et d'équipement du service d'incendie du "Centre hospitalier de Sainte-Ode", à savoir :

Emprise	Section	N° parcelle	Nature	Propriétaires	Superficie
6	C	897 r	Bois	Paquay, Georges	27 a 5 ca
16	D	115 b	Bois	Société Sylvabel	27 a 73 ca
18	D	3a	Pré	Vve F. Descamps-Lobel	
19	B	1615 C	Pâture	Vve F. Descamps-Lobel et sa fille Chantal	10 a 63 ca
20	B	616 A	Pâture	Vve F. Descamps-Lobel et sa fille Chantal	37 a 42 ca
25	D	7b	Patsart	Société Sylvabel	64 ca
27	A	15 a	Pré	Cooreman-Van Tichelen, M.	1 a 60 ca

Le même arrêté décide qu'il y a lieu d'appliquer à cette expropriation la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962.

ENGIS. — Un arrêté ministériel du 11 août 1994 autorise la commune d'Engis à acquérir, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, un immeuble sis à Engis, rue Reine Astrid 15, d'une superficie de 637 m<sup>2</sup>, cadastré 1ère division, Section A n° 505 L, appartenant à Mme Duque-Weiss afin de permettre l'extension des bâtiments communaux, la réalisation d'un parking communal ainsi que la jonction des rues Reine Astrid et de la Station.

Le même arrêté décide qu'il y a lieu d'appliquer à cette expropriation la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 17 avril 1835.

FEXHE-LE-HAUT-CLOCHER. — Un arrêté ministériel du 1er août 1994 autorise la commune de Fexhe-Le-Haut-Clocher à acquérir, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, 4 parcelles de terrain, sises à Fexhe-Le-Haut-Clocher, 3ème division : Voroux-Gorcux, pour une contenance totale de 6 550 m<sup>2</sup>, cadastrées section A n°s 279 n/pie (3 730 m<sup>2</sup>), 282 b/pie (2 225 m<sup>2</sup>), 284 b (300 m<sup>2</sup>) et 283/pie (295 m<sup>2</sup>), appartenant en indivision aux consorts Begon, en vue de la construction d'un nouveau complexe scolaire.

Le même arrêté décide qu'il y a lieu d'appliquer à cette expropriation la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 17 avril 1835.

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

16 JUIN 1994. — Arrêté du Collège créant et fixant la composition et le fonctionnement, dans le domaine de la santé, d'une Commission consultative bruxelloise francophone de Prévention et de Lutte en matière de toxicomanies

Le Collège,

Vu les articles 136 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu le décret II du 19 juillet 1993 du Conseil de la Communauté française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III du 22 juillet 1993 de l'Assemblée de la Commission communautaire française attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses Membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes;

Considérant qu'il y a urgence de créer un organe consultatif en matière de toxicomanies afin de préparer un projet de décret relatif à l'agrément et aux subventions des services de lutte et de traitement des toxicomanies;

Sur la proposition du Membre du Collège compétent pour la politique de santé,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est créé auprès du Collège de la Commission communautaire française de Bruxelles-Capitale, une « Commission consultative bruxelloise francophone de Prévention et de Lutte en matière de toxicomanies », appelée ci-après « La Commission ».

**Art. 2.** La Commission a pour mission de donner avis, soit d'initiative, soit à la demande du Membre du Collège, compétent pour la politique de santé, sur toutes les questions qui concernent la politique de santé en matière de toxicomanies, et notamment sur :

- a) tout projet de décret ou d'arrêté relatif à la politique de santé en matière de toxicomanies;
- b) sur l'octroi de subventions aux services, agissant dans le domaine de la santé et qui, situés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et en raison de leur organisation, doivent être considérés comme appartenant à la Commission communautaire française.

La Commission se voit également confier un rôle de concertation entre les acteurs francophones du terrain en matière de santé.

**Art. 3.** La Commission peut, d'initiative ou à la demande d'un ou de plusieurs Membres du Collège, se réunir avec d'autres organes consultatifs instaurés au sein de la Commission communautaire française afin de donner avis sur des politiques conjointes de santé et d'aide sociale à mener en matière de toxicomanies.

**Art. 4.** La Commission est composée des membres suivants :

Mmes :

Françoise Alonso  
Michèle Bauwens  
Martine Dal  
Colette Prins  
Claire Remy

MM. :

Philippe Bastin  
Gaëtan Bradfer  
Philippe Corten  
Michel De Clercq  
Didier Devleeschauwer  
Marc De Vos  
Michel Dewez  
Jacques Grosjean  
Denis Hers  
Dan Kaminski  
Charles Lejeune  
Paul Maréchal  
Isy Pelc  
Eric Picard  
Jean-Paul Rousseaux  
Pierre Schoemann  
Marc Segers  
Serge Zombek

La présidence est confiée à Mme Claire Remy.

**Art. 5.** A la demande du Collège de la Commission communautaire française ou de sa propre initiative, la Commission consultative peut inviter d'autres experts lorsque les travaux qu'elle mène le nécessitent.

**Art. 6.** Lorsque l'unanimité ne peut se faire au sein de la Commission sur le contenu d'un avis, le Membre du Collège, compétent pour la politique de santé, est informé de l'ensemble des opinions exprimées par les membres de la Commission.

**Art. 7.** L'avis demandé par le Membre du Collège, compétent pour la politique de santé, est remis dans les six semaines, sauf si la Commission et le Membre du Collège ont convenu d'un autre délai.

**Art. 8.** Le secrétariat de la Commission est assuré par l'Administration de la Commission communautaire française.

**Art. 9.** La Commission arrête un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis à l'approbation du Membre du Collège, compétent pour la politique de santé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Membre du Collège, compétent pour la politique de santé, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 juin 1994.

Par le Collège :

Le Président du Collège,  
Ch. PICQUE

Le Membre du Collège, chargé de la santé,  
D. HARMEL

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

16 JUNI 1994. — Besluit van het College tot oprichting en bepaling van de samenstelling en de werking op het gebied van de gezondheid van een « Commission consultative bruxelloise francophone de Prévention et de Lutte en matière de toxicomanies »

Het College,

Gelet op de artikelen 136 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, en van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op het decreet II van 19 juli 1993 van de Franse Gemeenschap tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van 22 juli 1993 van de Franse Gemeenschapscommissie tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot reglementering van de werking ervan en tot regeling van de ondertekening van de akten;

Overwegende dat er dringend moet worden overgegaan tot de oprichting van een adviesorgaan voor wat betreft het druggebruik om een ontwerp van decreet voor te bereiden betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor de bestrijding en de behandeling van het druggebruik;

Op voordracht van het Lid van het College voor het Gezondheidsbeleid,

Besluit :

**Artikel. 1.** Bij het College van de Franse Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad wordt een « Commission consultative francophone de Prévention et de Lutte en matière de toxicomanies » opgericht, hierna « De Commissie » genoemd.

**Art. 2.** De Commissie heeft als taak op eigen initiatief of op verzoek van het Lid van het College bevoegd voor het gezondheidsbeleid adviezen te verstrekken over alle aangelegenheden die betrekking hebben op het gezondheidsbeleid op het gebied van druggebruik, en met name voor :

- a) elk ontwerp van decreet of besluit betreffende het gezondheidsbeleid op het gebied van het druggebruik;
- b) de toekenning van subsidies aan de diensten die actief zijn op het gebied van de gezondheid en die omdat zij zich bevinden op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en omwille van hun organisatie moeten worden beschouwd als behorend tot de Franse Gemeenschapscommissie.

De Commissie krijgt tevens de rol toebedeeld van overlegorgaan tussen de Franstalige krachten op het gebied van de gezondheid.

**Art. 3.** De Commissie mag op eigen initiatief of op verzoek van een of meerdere leden van het College samenkomen met andere adviesorganen die zijn opgericht in de Franse Gemeenschapscommissie, dit om adviezen te verstrekken over een gemeenschappelijk beleid voor gezondheid en sociale bijstand dat moet worden gevoerd op het gebied van het druggebruik.

**Art. 4.** De Commissie is samengesteld uit de volgende leden :

Mevrn. :

Françoise Alonso  
Michèle Bauwens  
Martine Dal  
Colette Prins  
Claire Remy

De heren :

Philippe Bastin  
Gaëtan Bradfer  
Philippe Corten  
Michel De Clercq  
Didier Devleeschauwer  
Marc De Vos  
Michel Dewez  
Jacques Grosjean  
Denis Hers  
Dan Kaminski  
Charles Lejeune  
Paul Maréchal  
Isy Pelc  
Eric Picard  
Jean-Paul Rousseaux  
Pierre Schoemann  
Marc Segers  
Serge Zombek

Het voorzitterschap wordt toevertrouwd aan Mevr. Claire Remy.

Art. 5. De Adviescommissie mag op verzoek van het College van de Franse Gemeenschapscommissie of op eigen initiatief andere deskundigen uitnodigen indien haar werkzaamheden dat vereisen.

Art. 6. Indien in de Commissie geen unaniem akkoord kan worden bereikt over de inhoud van een advies, dan wordt het Lid van het College dat bevoegd is voor het gezondheidsbeleid ingelicht over alle standpunten waaraan door de leden van de Commissie uitdrukking is gegeven.

Art. 7. Het advies, dat is gevraagd door het Lid van het College bevoegd voor het gezondheidsbeleid, wordt binnen de zes weken verstrekt, behalve indien de Commissie en het Lid van het College een andere termijn zijn overeengekomen.

Art. 8. Het secretariaat van de Commissie wordt verzorgd door de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 9. De Commissie stelt een intern reglement vast dat ter goedkeuring wordt voorgelegd aan het Lid van het College dat bevoegd is voor het gezondheidsbeleid.

Art. 10. Onderhavig besluit wordt van kracht op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. Het Lid van het College dat bevoegd is voor het gezondheidsbeleid is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 16 juni 1994.

Voor het College :

De Voorzitter van het College,

Ch. PICQUE

Het Lid van het College bevoegd voor het gezondheidsbeleid,

D. HARMEL

## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

### RAAD VAN STATE

Berichten voorgeschreven bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State

Patrick Ghesquiere, wonende te Wondelgem, Westergemstraat 77, heeft op 1 augustus 1994 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het koninklijk besluit van 10 mei 1994 inhoudende de uitvoering van artikel 73 van de wet van 30 maart 1994 betreffende de sociale bepalingen en waarbij de artikelen 79 en 83 van het koninklijk besluit van 25 november 1991, inhoudende de reglementering betreffende de werkloosheid, gewijzigd worden (*Belgisch Staatsblad* d.d. 1 juni 1994).

Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A 59.186/X-3872.

Voor de hoofdgriffier :  
G. De Keyser,  
adjunct-secretaris.

De Vlaamse Interregionale van het A.B.V.V., met zetel te 1000 Brussel, Hoogstraat 42, en Van Geerstom, 9140 Temse, Kasteelstraat 82, hebben op 2 augustus 1994 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het koninklijk besluit van 10 mei 1994 tot uitvoering van artikel 73 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen en tot wijziging van de artikelen 79 en 83 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering.

Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A. 59.187/X-3891.

Voor de hoofdgriffier :  
G. De Keyser,  
adjunct-secretaris.

De heer Müsing, Jan, leersecretaris, wonende te 2600 Antwerpen, Niellanstraat 23, heeft op 11 augustus 1994 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het besluit van 30 maart 1994 van de Vlaamse regering betreffende het statuut van de leersecretaris.

Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A. 59.323/X-3892.

Voor de hoofdgriffier :  
G. De Keyser,  
adjunct-secretaris.

### CONSEIL D'ETAT

Avis prescrits par l'article 7 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat

Patrick Ghesquiere, demeurant à Wondelgem, Westergemstraat 77, a introduit, le 1<sup>er</sup> août 1994, une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté royal du 10 mai 1994 d'exécution de l'article 73 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et modifiant les articles 79 et 83 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (*Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> juin 1994).

Cette affaire est inscrite au rôle sous le n° G/A 59.186/X-3872.

Pour le greffier en chef :  
G. De Keyser,  
secrétaire adjoint.

L'Interrégionale flamande de la F.G.T.B., ayant son siège à Bruxelles, rue Haute 42, et Van Geerstom, 9140 Tamise, Kasteelstraat 82, ont introduit, le 2 août 1994, une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté royal du 10 mai 1994 d'exécution de l'article 73 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et modifiant les articles 79 et 83 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage.

Cette affaire est inscrite au rôle, sous le n° G/A. 59.187/X-3891.

Pour le greffier en chef :  
G. De Keyser,  
secrétaire adjoint.

M. Müsing, Jan, secrétaire d'apprentissage, demeurant à 2600 Anvers, Niellanstraat 23, a introduit le 11 août 1994, une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 mars 1994 relatif au statut du secrétaire d'apprentissage.

Cette affaire est inscrite au rôle sous le n° G/A. 59.323/X-3892.

Pour le greffier en chef :  
G. De Keyser,  
secrétaire adjoint.